

BRÈVES ÉCONOMIQUES Afrique de l'Ouest

(hors Nigéria-Ghana)

N°551 – 6 septembre 2024

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL D'ABIDJAN

Régional

Orientation favorable de l'activité dans l'UEMOA en juillet 2024

Selon le [bulletin mensuel des statistiques de juillet 2024](#) de la BCEAO, les principaux indicateurs d'activité de l'UEMOA ont enregistré une hausse au cours du mois de juillet. La production industrielle a augmenté de 5,1 % en glissement annuel (g.a.) et les indices du chiffre d'affaires dans le commerce et les services marchands ont augmenté respectivement de 2,7 % et 4,5 % en g.a. En outre, l'indicateur moyen du climat des affaires dans l'UEMOA, traduisant les opinions des chefs d'entreprise sur la conjoncture, a légèrement augmenté, de +0,5 point en g.a., reflétant principalement les améliorations des scores du Sénégal (+1,3 en g.a.), du Togo (+0,7) et du Bénin (+0,7), atténuées par les diminutions des scores de la Guinée-Bissau (-1,3), du Niger (-0,2) et du Mali (-0,1). Enfin, le taux d'inflation dans l'UEMOA s'est établi à 4,4 % en g.a. en juin 2024, au même niveau que le mois précédent. Ce niveau d'inflation est principalement porté par la hausse des prix des produits alimentaires et boissons non alcoolisées (contribution de +3,1 points de pourcentage).

Bénin

Maintien de la notation souveraine à "B1" par Moody's

L'agence Moody's a confirmé le [30 août la notation de B1 du pays](#), avec perspective stable.

Le chiffre à retenir

17,5%

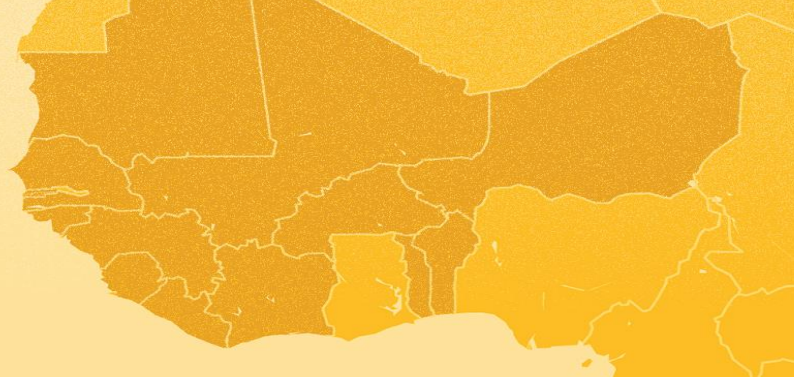
Le nouveau taux directeur de la Banque centrale du Libéria depuis le 28 août 2024

Le maintien de la notation a été justifié par la stabilité macro-économique du pays, soutenue par des investissements importants dans les infrastructures et par les réformes menées dans le cadre du programme avec le FMI. La croissance réelle du PIB devrait ainsi être comprise entre 6 et 7 % au cours des cinq prochaines années. Toutefois, l'agence fait état de risques qui pourraient justifier une dégradation de la note dans les mois à venir. La faible diversification de l'économie la rend en effet vulnérable aux chocs externes et la « faiblesse de la gouvernance et des institutions » est évoquée, en particulier en lien avec les objectifs d'élargissement de la base fiscale de consolidation budgétaire, dont l'atteinte est incertaine bien que déterminante pour la notation souveraine.

Burkina Faso

Fin du litige entre Endeavour et Lilium

Le 27 août 2024, le groupe Endeavour Mining et Lilium Gold [ont annoncé](#) la signature d'un accord de règlement, impliquant l'Etat du Burkina Faso, concernant la cession des mines de Bounboua et de Wahgnion. Cet accord met



ainsi fin au différend qui opposait les deux sociétés sur la cession des deux mines. Pour rappel, les deux entreprises minières avaient trouvé [un accord](#), en juin 2023, où Liliium devait acquérir 90 % des parts d'Endeavour Mining. Cependant, plusieurs mois après, Endeavour [avait annoncé](#) avoir entamé une procédure d'arbitrage à l'encontre de Liliium, pour manquement à certaines obligations de paiement. Conformément au nouvel accord, Liliium transférera la propriété des mines de Boungou et de Wahgnion à l'État et Endeavour recevra : (i) 60 M USD, payable de façon échelonnée jusqu'à la fin de l'année 2024 et (ii) une redevance de 3 % sur un maximum de 11,3 tonnes d'or vendues à partir de la mine de Wahgnion.

Cap-Vert

Financements de l'Equipe Europe dans les secteurs du numérique, des ports et des énergies renouvelables

Le 4 septembre 2024, le vice-Premier ministre, ministre des finances et du développement des entreprises et ministre de l'économie numérique du Cap-Vert, la commissaire européenne aux Partenariats internationaux et le vice-président de la Banque européenne d'investissement (BEI), ont [signé](#) des accords pour de nouveaux financements d'un montant global de 300 M EUR dans les secteurs du numérique, des ports et des énergies renouvelables, dans le cadre de la stratégie européenne *Global Gateway*. S'agissant du domaine de l'énergie, un financement de l'Équipe Europe de 159 M EUR soutiendra la construction de capacités de production, de réseaux et de stockage d'électricité jusqu'en 2029, en cohérence avec le Plan directeur national de l'électricité (2018-2040). 37 M EUR sont en outre destinés au renforcement des connexions numériques via un nouveau câble de connexion sous-marin entre l'Europe et

l'Afrique de l'Ouest, et le remplacement du câble sous-marin connectant les différentes îles de l'archipel. Enfin, 105 M EUR sont annoncés pour l'expansion et la modernisation des ports stratégiques, notamment le grand port (ou *Porto Grande*) de Mindelo sur l'île de São Vicente, le port de Porto Novo sur l'île de Santo Antão et le port de Palmeira sur l'île de Sal.

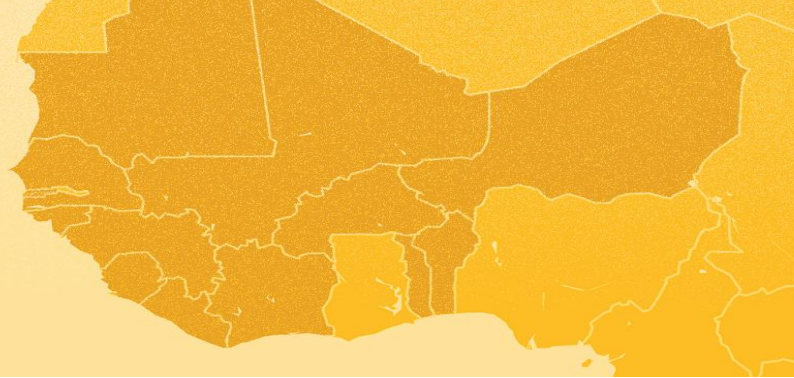
Côte d'Ivoire

Finalisation du rachat du portefeuille "retail banking" de Standard Chartered par Coris Bank

Le 30 août 2024, *Coris Bank International Côte d'Ivoire* a annoncé avoir [signé](#) la convention de rachat du portefeuille "retail banking" du groupe britannique *Standard Chartered*. Le processus avait débuté le 15 décembre 2023 avec la signature d'un premier accord stratégique entre les deux groupes. *Coris Bank International Côte d'Ivoire*, deuxième filiale du groupe Coris, détenait 4,5% des parts de marché en 2023, selon la Commission bancaire de l'UMOA. En parallèle, Coris Holding poursuit son expansion à l'échelle de la [région](#) avec l'acquisition, au printemps 2024, de plus de la moitié des parts de banque cap-verdienne Banco Comercial do Atlântico, en mars 2024.

Inflation à 4% en g.a en juillet 2024

Selon l'Institut national de la statistique (INS), le taux d'inflation [s'est établi](#) à 4 % en glissement annuel (g.a) en juillet 2024, au même niveau que le mois précédent. Ce niveau d'inflation est principalement tiré par la hausse des prix des produits alimentaires et boissons non alcoolisées (+5,1 % en g.a), portée notamment par les céréales non transformées (+9,1 % en g.a) et les fruits (+31,8 % en g.a), ainsi que les produits de la catégorie "logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles" (+7,9 % en g.a).



Guinée Bissau

Validation de la 6^{ème} revue de la Facilité Elargie de Crédit du FMI

Le 28 août 2024, le Conseil d'administration du FMI [a achevé](#) la 6^{ème} revue de l'accord au titre de la Facilité élargie de crédit (FEC) conclu avec la Guinée-Bissau, permettant ainsi le décaissement immédiat de 5,4 M DTS (7,3 M USD). Selon le FMI, les performances du programme lors de cette revue affichent une relative amélioration. La croissance économique devrait s'établir à 5 % en 2024 et l'inflation devrait diminuer considérablement à 4,2 %. En outre, le déficit du compte courant devrait se réduire à 6,1 % du PIB. Toutefois, les perspectives économiques restent soumises à des risques importants à court terme, notamment un climat sociopolitique difficile.

Libéria

La Banque centrale réduit son taux directeur de 250 pdb à 17,5 %

Le 27 août 2024, le Comité de politique monétaire de la Banque centrale du Libéria a [décidé](#) d'abaisser le taux directeur de 20% à 17,5 % et de maintenir les taux de réserves obligatoires à 25 % et 10 % respectivement pour le dollar libérien et le dollar américain. Cette décision se base entre autres sur les facteurs suivants : (i) une diminution de l'inflation, de 10,2 % au 1^{er} trimestre à 7,4 % au 2^{ème} trimestre 2024, et qui est projetée à 6,5 % au 3^{ème} trimestre ; (ii) une légère baisse des réserves internationales brutes, permettant de couvrir 2,1 mois d'importation au terme du 2^{ème} trimestre 2024, contre 2,3 mois au 1^{er} trimestre. ; (iii) une augmentation des crédits du secteur privé en dollars libériens de seulement 2,4 %, contre une augmentation de 6,2 % des crédits en dollars américains.

Mali

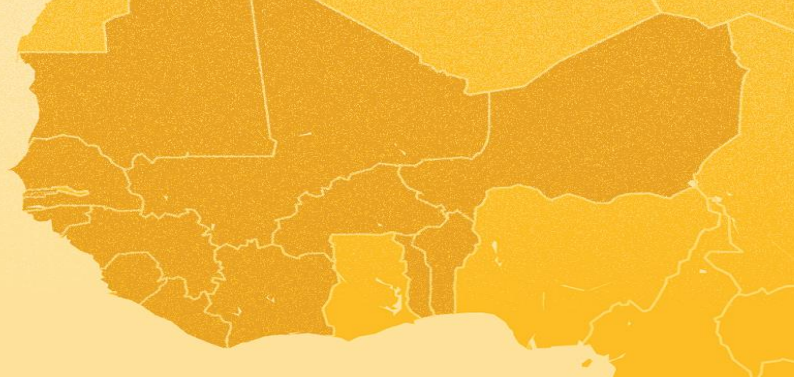
Signature d'un accord entre la SMDT et Huawei

Le 3 septembre 2024, en marge du Forum sur la coopération sino-africaine (FOCAC), un mémorandum d'entente [a été signé](#) entre la Société malienne de transmission et de diffusion (SMTD) et Huawei Mali, pour accélérer la mise en œuvre du projet "Mali Numérique". Ce projet, en partenariat avec CITCC (China International Telecommunication Construction Corporation), vise à (i) renforcer la vidéosurveillance à Bamako et dans les capitales régionales ; (ii) déployer 1 000 km de fibre optique et (iii) construire un datacenter pour centraliser les données publiques et développer un cloud gouvernemental.

Sénégal

Renforcement de la coopération avec la Chine

D'après un [communiqué](#) en date du 4 septembre 2024, le Sénégal et la Chine ont signé une dizaine d'accords visant à renforcer la coopération entre les deux pays. Ces accords, signés dans le cadre de la visite officielle du Président Sénégalais en Chine et en marge du Forum sur la coopération sino-africaine (FOCAC), portent notamment sur (i) un prêt pour la phase 2 du forage rural de puits, (ii) les échanges et la coopération sur les informations entre l'agence de presse Xinhua et l'Agence de presse nationale sénégalaise, (iii) un échange de lettres sur le projet d'assistance technique dans le cadre des JOJ 2026 et (iv) des [accords de partenariat](#) relatifs aux échanges et à la coopération dans le développement économique, les technologies de l'information et de la communication, relatif à la création d'un groupe de travail sur l'investissement et la coopération économique, la promotion de la coopération en matière d'investissement dans



le domaine du développement vert, la promotion de la mise en œuvre de l'initiative pour le développement mondial de l'Agence chinoise de coopération, le renforcement de la coopération en matière de ressources humaines et la coopération entre *China Media Group* et la Télévision nationale sénégalaise.

Lancement des travaux préparatoires des états généraux de l'industrie et des PME

Le Ministre de l'Industrie et du Commerce [a lancé](#) le 2 septembre les travaux préparatoires des états généraux de l'industrie et des petites et moyennes entreprises (PME). L'ambition des autorités sénégalaises est de mettre en place une stratégie d'industrialisation, commerciale et de développement des PME, élaborée de manière inclusive. Une feuille de route pour le développement industriel (plan sur 25 ans) est attendue à l'issue du processus, qui s'étalera entre les mois de septembre et décembre 2024, tandis que la restitution des consultations se tiendra les 18 et 19 novembre prochain à Diamniadio. Il devrait en résulter un programme de développement sur 25 ans ainsi qu'un plan quinquennal pour l'industrie. Un Forum sur le financement de la nouvelle politique de l'industrie et du commerce devrait également être organisé en décembre 2024.

Convention de partenariat entre la Compagnie espagnole de financement et le Fonsis

Le 28 août 2024, le Fonds souverain d'investissements stratégiques du Sénégal (Fonsis) et la Compagnie espagnole de financement du développement (COFIDES) [ont officialisé leur partenariat](#) à travers une déclaration conjointe. Le partenariat vise à établir un cadre de collaboration en mettant l'accent sur le renforcement de la coopération entre les entreprises espagnoles et les secteurs privés et publics sénégalais. Il devrait par ailleurs permettre des synergies favorables aux

investissements stratégiques, les deux institutions financières étant des membres actifs du Forum international des Fonds souverains (IFSWF) et de l'initiative *One Planet Sovereign Wealth Funds* (OPSWF). La déclaration a été signée en marge de la visite officielle du Premier ministre espagnol à Dakar.

Sierra Leone

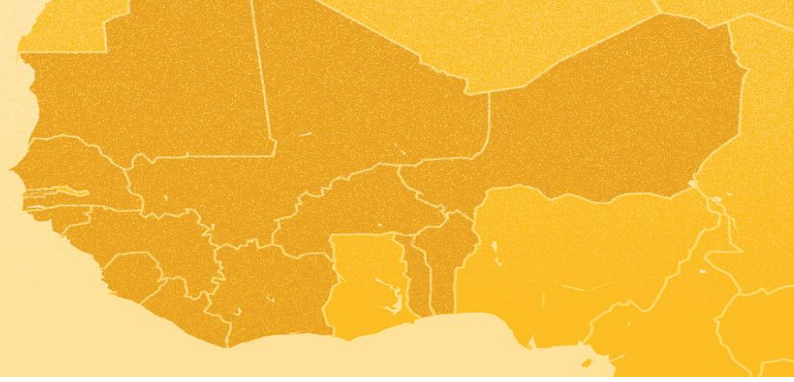
90 M EUR de l'UE dans le cadre du programme "Nature nourishes"

Le 29 août 2024, le gouvernement de la Sierra Leone et l'Union européenne (UE) [ont signé](#) un accord de financement de 90 M EUR pour le programme "Nature nourishes". Le programme s'inscrit dans le cadre la stratégie Global Gateway de l'UE et vise notamment à renforcer la résilience de la Sierra Leone face aux chocs internes et externes, à préserver l'environnement et à améliorer les résultats scolaires. Une des particularités du programme est la composante appui budgétaire de 65 M EUR qui sera directement versée au budget de l'Etat sur les 4 prochaines années. Les principaux axes du programme Nature Nourishes portent sur la protection de l'environnement, l'amélioration de l'éducation, la promotion de l'agriculture durable, la décentralisation et les réformes de la gestion des finances publiques.

Togo

Protocole d'accord avec le chinois Haier pour les secteurs de la santé et de l'énergie

A l'occasion du [déplacement](#) du Président Faure Gnassingbé au neuvième Forum économique sino-africain (FOCAC 2024) qui se tient à Pékin du 4 au 6 septembre, un mémorandum d'entente avec le groupe Haier a été signé par les ministres togolais de l'Industrie et de l'Énergie. Le protocole d'accord porte sur



le renforcement de la présence au Togo du groupe, dans la gestion de la chaîne du froid biomédicale, des équipements hospitaliers et des énergies renouvelables. Ces deux secteurs ont été présentés comme des secteurs prioritaires par le nouveau gouvernement formé le 20 août 2024. En Afrique de l'Ouest, le groupe est également présent au Nigéria, Sénégal, Ghana et Burkina-Faso.

L'inflation s'élève à 4% en g.a. en juillet

[Selon le dernier rapport mensuel sur l'INHPC](#) (Indice National Harmonisé des Prix à la Consommation), en juillet 2024, l'inflation s'établit à 4 % en glissement annuel (g.a.) contre 4,3 % en g.a. au mois de juin. Ce léger recul de

l'inflation, qui demeure toutefois élevée, est en partie le reflet de la décélération à 8,2% en g.a. en juillet (contre 9,4 % en g.a. en juin) de l'inflation des produits alimentaires et boissons non alcoolisées, portée principalement par la hausse des prix des légumes (+13,2 % en g.a.), des pains et céréales (+6,6 % en g.a.) et des poissons et fruits de mer (+8,5 % en g.a.). Les prix du poste "logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles" affichent une hausse de 1,7% en g.a. en juillet et ceux des articles d'habillement et chaussures de 2,7 % en g.a., tandis que les autres postes présentent une relative stabilité. En moyenne annuelle, en juillet, le taux d'inflation s'élève à 3,6%, contre 3,8% en juin.

La Direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional d'Abidjan

Rédaction : Service économique régional d'Abidjan, services économiques de Dakar et de Lomé, antennes de Conakry, Cotonou et Nouakchott

Abonnez-vous : abidjan@dgtresor.gouv.fr & suivez notre page [LinkedIn](#)